

SUJET -

La France, un rôle nouveau dans le monde (1945 - années 70)

INFORMATIONS ET PLAN POUR UN DÉVELOPPEMENT

1. LA VICTOIRE DE 1945.. et ses limites

a) Le gouvernement provisoire présidé par Charles de Gaulle gagne la guerre. Si le GPRF n'est formé qu' en 1944 et n'est reconnu par les États-Unis que tardivement, après la libération de Paris, en août il parvient à restaurer l'autorité de l'état ("épuration légale, incorporation des milices dans l'armée régulière) et à rétablir l'influence française dans le monde. Il participe significativement à la victoire des alliés (envoyant en avant, avec l'accord des alliés, les chars de la 2ème DB de Leclerc pour reprendre la capitale, défendant Strasbourg lors de l'ultime défensive allemande en décembre 1944, réduisant les poches de l'Atlantique puis la région de Colmar avant de passer le Rhin et de conquérir, malgré les réticences des alliés, le Sud de l'Allemagne et l'Autriche occidentale (Forêt-Noire, Vorarlberg). Signataire de la capitulation allemande (le 7 mai à Reims et le 8 mai à Berlin) la France obtient d'être reconnue officiellement, en 1945, comme "le quatrième grand". Pourtant les leaders des "Big Three" se réunissent sans elle à Yalta (en février) puis à Postdam (en juillet) pour construire le monde de l'après-guerre. Circonstance qui permet à de Gaulle de dénoncer un prétendu partage du monde dont la France ne serait aucunement coupable.

b) La Libération remet la France au premier plan du jeu diplomatique. Les gouvernements, procèdent de 1945 à 1947 de la coalition des trois partis de Gauche dominants : PCF, SFIO et MRP - qui confirme dans un premier temps le général de Gaulle à la tête de l'Exécutif, mais s'accommode très bien de sa démission rapide, en 1946. les autorités entendent restaurer l'image de la France en prétendant que la Résistance a été unanime et en minimisant la portée de la Collaboration et tentent de garder de bonnes relations avec l'ensemble des puissances victorieuses. C'est en France que les négociations de Paix se tiennent en 1946 : elles débouchent sur le traité de Paris, signé en juillet 1947, qui règle le sort des vaincus (sauf les Allemands, dont le sort reste en suspend). Forcés, sous la pression anglo-américaine, de concéder leur indépendance à la Syrie et au Liban, les pouvoirs français répriment les troubles dans les colonies (Algérie, Madagascar) et tentent de les fédérer dans une "Union Française" à laquelle els états indochinois ne consentent, du bout des lèvres, qu'à être "associés"

c) A partir de 1947, la France s'engage dans la construction européenne et se rapproche définitivement des États-Unis lesquels déclenchent une Guerre Froide contre le communisme et lancent en 1948 le Plan Marshall d'aide au redressement européen, coordonnée par une organisation, l'OECE, installée à Paris et regroupant tant des alliés occidentaux que des pays neutres européens. Répugnant dans un premier temps à fusionner sa zone d'occupation en Allemagne avec celles des Américains et des Britanniques (qui ont créé la bizone en janvier 1947) mais inquiète du refus de coopérer des Soviétiques (échec de la conférence organisée à Paris à l'été 47 pour inciter Staline à adhérer au Plan Marshall) la France participe à la fondation d'une Allemagne occidentale hostile à l'URSS et, assume, lors du blocus de Berlin, une posture alignée sur celle de ses partenaires anglo-saxons. Elle signe en 1949 le Traité de l'Atlantique Nord, alliance défensive associant douze pays (En Europe et en Amérique du Nord) et propose avec succès à ses voisins (déclaration Schuman , 1950) la création d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) autour 'un marché unique contrôlée par une autorité supranationale.

d) Atlantisme et déboires en Asie comme en Afrique caractérisent la décennie d'après-guerre. La guerre d'Indochine (1946-1954) déclenchée par des militaires (notamment l'amiral d'Argenlieu) et conduite sans véritable contrôle du pouvoir politique sur l'armée, se solde par la défaite humiliante de Diên Biên Phu qui débouche sur le partage du Vietnam en deux (le Nord est laissé aux communistes d'Hô Chi Minh). Incapables de choisir une politique claire (hésitant entre décolonisation et assimilation outre-mer, sabordant en 1954 le projet d'armée européenne ou CED qu'ils ont pourtant proposé et que leurs partenaires de la CECA ont ratifié) les dirigeants de la IVème République sont débordés par l'insurrection algérienne (menée dès 1954 par le FLN) et décident d'y envoyer combattre les appelés du contingent (Guy Mollet le 6 février 1956, après la journée des Tomates). L'intervention franco-britannique à Suez (en soutien d'Israël et pour déstabiliser Nasser, seul soutien actif des Algériens) tourne au fiasco diplomatique pour les deux états européens, dont les opinions publiques réalisent enfin qu'elles ne font plus partie des grandes puissances.

2. LA "POLITIQUE DE GRANDEUR" GAULLISTE

a) Une nouvelle république, plus présidentielle, est fondée en 1958 : elle décolonise à tour de bras. La crise du 13 mai (invasion du gouvernement général par la foule algéroise et création d'un comité de salut public autour des chefs militaires) et l'opération "résurrection" lancée par les parachutistes, qui sautent sur la Corse pour intimider la classe politique découragent le Président du Conseil pressenti, Pierre Pflimlin, auquel l'intention de négocier avec le FLN est prêtée mais pousse le général de Gaulle à se présenter en recours. Grâce au soutien des socialistes, obtenu moyennant la promesse de conserver les apparences d'un régime parlementaire, il reçoit les pleins pouvoirs constituants. La Vème République, adoptée par référendum, donne toute latitude au chef de l'État d'orienter la politique nationale et permet à Charles de Gaulle de lever l'hypothèque algérienne (dès 1962) et de

décoloniser l'essentiel de l'empire français (la Communauté, censée succéder en 1958 à l'Union Française, est rapidement considérée comme caduque et l'indépendance des anciens territoires français est reconnue à partir de 1960). La France échappe ainsi à la vindicte des jeunes nations du Tiers Monde (la conférence de Bandoung l'avait dénoncée en 1955 comme un état impérialiste et raciste) mais elle conserve la souveraineté sur quelques archipels stratégiques, quoique peu peuplés, et imite la pratique anglaise du "Give and Keep" consistant à conserver des intérêts économiques importants dans les anciennes colonies (pétrole gabonais, etc.)

b) La France gaullienne affirme entre 1962 et 1966 son influence et son indépendance. Renforcée à l'ONU par la présence, dans l'assemblée générale, de nombreux pays francophones avec lesquels elle "coopère" la France entend justifier sa position de grande nation, hébergeant le siège de l'UNESCO à Paris et membre permanent du conseil de sécurité jouissant à ce titre d'un droit de veto. Le général de Gaulle, qui avait hésité, à la Libération, entre intégrer le club des cinq Grands ou endosser les habits de porte-parole des petits, veut se positionner en toute indépendance entre les deux blocs. Fort du succès du programme atomique français (première bombe A testée en 1960) il décide de doter le pays d'une force de frappe nucléaire indépendante, coopère dans le domaine spatial avec l'URSS et propose une refonte de l'OTAN, qu'il voudrait voir diriger par un triumvirat (États-Unis, Royaume-Uni et France). Fort du redressement économique de la France et n'hésitant pas à pratiquer la politique de la chaise vide, il impose aux membres de la communauté économique européenne fondée en 1957 par le Traité de Rome, qu'il n'a pas désavoué, un droit de veto (compromis de Luxembourg) et les contraint à financer, grâce à la PAC, la modernisation de l'agriculture française. Puis il décide de retirer la France du commandement intégré de l'OTAN (mais non de l'alliance) et fait fermer les bases de l'organisation en France, y compris le QG de l'organisation, relocalisé en Belgique (les États-Unis ont dû évacuer, en tout : vingt-sept mille soldats, trente-sept mille employés et trente bases aériennes).

c) Les dernières initiatives de général de Gaulle sont mal comprises mais il imprime durablement sa marque. Au-delà de 1966, le Président français prend des postures qui agacent la classe politique (le jeune Valéry Giscard d'Estaing, qui a été son ministre des Finances, dénonce un "exercice solitaire du pouvoir"). Charles de Gaulle condamne notamment Israël lors de la Guerre des Six Jours (Jun 1967) et décrète un embargo sur les livraisons d'armes vers ce pays ; il se rend au Canada pour y crier "Vive la Québec libre !" (Juillet 1967). Il réitère aussi (Novembre 1967) son opposition à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne (déjà formulée en 1963). Ses successeurs, Pompidou (1969-1972) puis Giscard (à partir de 1974) acceptent l'élargissement de la CEE à la Grande-Bretagne mais poursuivent sa politique d'indépendance nationale (arsenal nucléaire et vecteurs propres, développement de sous-marins, de missiles, d'avions de combat et autres aéronefs ainsi que de chars made in France, et des exportations de matériels militaires

3. LE MAINTIEN DANS LA COUR DES GRANDS (sauf si le sujet s'arrête en 1970, voire en 69, année de la démission de Charles de Gaulle)

a) La reconstruction économique débouche en 1975 sur un apogée industriel. La France est d'abord l'un des principaux bénéficiaires de l'aide américaine entre 1948 et 1951, qui finance largement la reconstruction du pays. La politique économique dirigiste assumée tout au long des Trente Glorieuses (sous la IV^{ème} puis la V^{ème} République) est par ailleurs efficace : elle repose sur une planification indicative, mais contraignante compte tenu de l'ampleur des nationalisations (énergie, transports, etc.) et du contrôle du crédit et des prix par le gouvernement. Aidée par le "baby boom" (plus précoce en France qu'ailleurs : il s'amorce dès 1943) et des dévaluations réussies (en 1958 : création du Nouveau Franc, puis sous Pompidou en 1969) la croissance du PNB est spectaculaire (taux de 5 % par an) à partir de 1954). Entre 1938 et 1968, la production industrielle est multipliée par 3,5 et la puissance économique française égale celle de la Grande-Bretagne (au 6^{ème} rang mondial).

b) On parle de "miracle français" tant le pays semble s'être rapidement modernisé. Même le secteur agricole progresse (doublement de la production entre 38 et 68) alors que la France renonce à son protectionnisme traditionnel (partie intégrante du marché commun elle supprime tous les droits de douane en 1968) et que les Français changent de mode de vie (50% des ménages ont une automobile en 1968, contre 22% en 1955, 58% un téléviseur, c'était seulement 4 % en 1955). Le pouvoir d'achat a quadruplé par rapport à 1900 (doublé depuis 1949) et l'on voyage plus, tandis que le nombre des étudiants augmente. Le rayonnement culturel du pays semble assuré (Malraux, ministre de la Culture) et, en politique, de Gaulle ne se voit qu'un seul concurrent : Tintin (au-delà de la boutade, peu de dirigeants européens ont autant de poids sur la scène mondiale que le président de la France).

c) Les crises sont surmontées. Les inégalités sont trop fortes pour ne pas déboucher sur des contestations : la France de l'Ouest (ligne Le Havre-Marseille) est en effet sous-industrialisée et moins prospère, les disparités de revenus sont fortes (un million de vieillards et 20% de la population sont considérés en 1974 comme pauvres) et l'inflation profite surtout aux classes aisées (les salaires des cadres ont gagné, à la même date, 50% en douze ans, ceux des ouvriers n'ont progressé que de 30%). Ouvriers et agriculteurs représentent plus de la moitié des actifs, mais leurs enfants seulement 12% des inscrits dans l'enseignement supérieur. Ces difficultés expliquent les mouvements étudiants puis les grèves de 1968 ainsi que la naissance de l'Union de la Gauche mais n'empêchent pas la France de demeurer un acteur dynamique dans le système international et de faire partie des plus grandes puissances (création du G5 devenu G6 au sommet de Rambouillet, en 1975) quand il s'agit d'affronter le désordre monétaire installé à partir de 1971 et les chocs pétroliers.